

AMENDEMENT N° 1

À

**ARRANGEMENT RELATIF AU PROGRAMME (AP) n° A-PROJ.GEN.558**  
**[MFC]**

**ENTRE**

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE DU ROYAUME DE BELGIQUE

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE DE BULGARIE

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LE MINISTÈRE FÉDÉRAL DE LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE

D'ALLEMAGNE

LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE

LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE DE HONGRIE

LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE DU ROYAUME DES PAYS-BAS

LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE

LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE DE ROUMANIE

ET

L'AGENCE EUROPÉENNE DE DÉFENSE

ET

LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT

RELATIF AU

**PROGRAMME DE MÉCANISME FINANCIER COOPÉRATIF**  
**« PROGRAMME MFC »**

## Table des matières

Préambule .....	3
1. Objet de l'amendement.....	5
2. Signature et date d'entrée en vigueur .....	6

## **Préambule**

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE DU ROYAUME DE BELGIQUE  
LE MINISTRE DE LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE DE BULGARIE  
LE MINISTRE DE LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE  
LE MINISTRE DE LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE FRANCAISE  
LE MINISTÈRE FEDERAL DE LA DÉFENSE DE LA REPUBLIQUE FEDERALE  
D'ALLEMAGNE  
LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE  
LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE DE HONGRIE  
LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE  
LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE  
LE MINISTRE DE LA DÉFENSE DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
LE MINISTRE DE LA DÉFENSE DU ROYAUME DES PAYS-BAS  
LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE  
LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE DE ROUMANIE

ci-après dénommés les « membres du MFC » :

L'AGENCE EUROPÉENNE DE DÉFENSE, ci-après dénommée l'« AED »

LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT, ci-après dénommée la « BEI »

- tenant compte du traité sur l'Union européenne, et en particulier de son article 42, paragraphe 3, et de son article 45, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), et en particulier de ses articles 308 et 309, et des statuts de la BEI ;
- rappelant que l'article 125 du TFUE dispose que ni l'Union européenne ni aucun de ses États membres ne répondent des engagements de tout autre État membre, ni ne les prennent à leur charge ;
- tenant compte de la décision (PESC) 2015/1835 du Conseil du 12 octobre 2015 définissant le statut, le siège et les modalités de fonctionnement de l'Agence européenne de défense et en particulier son chapitre IV, relatif à la gestion des projets ou programmes ad hoc et aux budgets correspondants ;
- tenant compte de la décision (UE) 2016/1353 du Conseil du 4 août 2016 concernant les règles financières de l'Agence européenne de défense et abrogeant la décision 2007/643/PESC ;
- tenant compte des conclusions du Conseil européen de décembre 2013, dans lesquelles ce dernier préconise d'encourager la coopération en matière de défense en concevant des mesures incitatives et des approches novatrices en faveur de la coopération, y compris par l'examen de mesures fiscales ne créant pas de distorsions sur le marché ;
- tenant compte de la décision 2017/11 du 18 mai 2017 du comité directeur de l'AED approuvant la création d'un mécanisme financier coopératif (le « MFC ») en tant que programme ad hoc de catégorie A de l'AED ;

- considérant que le programme MFC a été créé afin de soutenir les projets de coopération au titre de la décision (PESC) 2015/1835 du Conseil et de répondre aux préoccupations des États membres participants, notamment en ce qui concerne les situations dans lesquelles les budgets alloués à la défense ne sont pas harmonisés et ralentissent ou entravent le lancement ou la mise en œuvre de tels projets ;
- considérant que la BEI est la banque de l'Union européenne dotée d'un mandat défini aux termes de l'article 309 du TFUE et visant à soutenir des investissements cohérents avec les objectifs des politiques de l'UE ;
- notant que la participation au MFC et l'utilisation de ce dernier reposent entièrement sur le principe d'aide financière volontaire et n'exonèrent pas les membres du MFC de leurs obligations en matière de discipline budgétaire ;
- soulignant que l'utilisation du programme MFC et l'octroi d'un soutien financier ne sauraient impliquer la cession de créances d'un membre du MFC à un autre ni leur prise en charge ; et
- reconnaissant que le soutien financier octroyé dans le cadre du programme MFC est soumis aux conditions et aux exigences fixées par le présent arrangement relatif au programme ;
- Considérant l'Arrangement de Programme n° A-PROJ.GEN.558 intitulé « Programme de Mécanisme Financier Coopératif » (CFM), entré en vigueur le 20 juin 2024 ;

conviennent des dispositions suivantes relatives à ce programme de catégorie A ci-après dénommé :

## **« programme MFC »**

## **1. Objet de l'amendement**

L'objet du présent Amendement n° 1 est de refléter l'admission du Grand-Duché de Luxembourg à l'Arrangement de Programme n° A-PROJ.GEN.558 en tant que nouveau membre du MFC.

**2. Signature et date d'entrée en vigueur**

- 2.1 Toutes les autres dispositions de l'Arrangement de Programme n° A-PROJ.GEN.558 demeurent inchangées et applicables.
- 2.2 Le présent amendement est signé en deux (2) originaux, chacun en français et en anglais, les deux versions faisant également foi.
- 2.3 Les originaux sont conservés par l'AED, une copie certifiée conforme étant envoyée à chaque membre du MFC.
- 2.4 Le présent amendement entre en vigueur à la date de la signature du 2ème membre du MFC. Les membres du MFC qui signent après cette date rejoignent l'Amendement à la date de leur signature.

**Pour le MINISTRE DE LA DÉFENSE DU ROYAUME DE BELGIQUE**

Signature .....

Lieu.....

Date.....

*Pour le* **MINISTRE DE LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE DE BULGARIE**

Signature .....

Lieu.....

Date.....



*Pour le* **MINISTRE DE LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE**

Signature .....

Lieu.....

Date.....

***Pour la* MINISTRE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS DE LA  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Signature .....

Lieu.....

Date.....

***Pour le* MINISTÈRE FÉDÉRAL DE LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE  
D'ALLEMAGNE**

Signature .....

Lieu.....

Date.....

*Pour le* **MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE  
HELLÉNIQUE**

Signature .....

Lieu.....

Date.....

*Pour le* **MINISTÈRE DE LA DÉFENSE DE HONGRIE**

Signature .....

Lieu.....

Date.....

***Pour le* MINISTÈRE DE LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE**

Signature .....

Lieu.....

Date.....

*Pour le* **GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE**

Signature .....

Lieu.....

Date.....

***Pour le* MINISTRE DE LA DÉFENSE DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG**

Signature .....

Lieu.....

Date.....



*Pour le* **MINISTRE DE LA DÉFENSE DU ROYAUME DES PAYS-BAS**

Signature .....

Lieu.....

Date.....

***Pour le* LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE  
PORTUGAISE**

Signature .....

Lieu.....

Date.....

***Pour le* MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE DE ROUMANIE**

Signature.....

Lieu.....

Date.....

*Pour la* **BANQUE EUROPÉENNE D’INVESTISSEMENT**

Signature .....

Lieu.....

Date.....

***Pour l' AGENCE EUROPÉENNE DE DÉFENSE***

Signature.....

Lieu.....

Date.....